



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 16 AVRIL 2018**

CONVOCATION

Le **9 avril 2018**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 16 avril 2018 à 18 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-Approbation du PV de la réunion du 3 avril 2018

FINANCES

- Approbation des comptes administratifs et de gestion 2017 (Commune et Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif)
- Reversement au budget principal d'une partie des excédents d'exploitation des Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif
- Rapport sur la politique foncière 2017 menée par la Commune
- Vote des taux d'imposition des taxes directes locales 2018
- Budgets Primitifs 2018 (Commune et Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif)
- Création d'une autorisation de programme pour la création d'un nouveau Centre Technique Municipal
- Demande de subvention départementale 2018 pour les travaux de réhabilitation de l'école élémentaire
- Participation communale à une sortie scolaire 2018 à la montagne (3 classes de l'école élémentaire du Bicentenaire)
- Protection fonctionnelle d'un agent communal suite à un outrage - Prise en charge des frais d'huissier pour recouvrement de l'amende infligée au contrevenant

DIVERS

"

- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

-Questions écrites

-Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **lundi 16 avril 2018**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard – TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - GAUTIER Rémi - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre - GAQUIERE Ingrid - MUNIER Denise - VERLAQUE Marie-Thérèse - BOSSUGE Brigitte - COLLAIN Olivier - COEURDEUIL Yves –PAZ Aymeric - BOULE AMPHOUX Isabelle - FOURNEL Gilles – LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. CEMBRANI Romain (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - VERMENOUE Christine (pouvoir donné à Jean CULINATI).

soit 19 présents et 2 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 21 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Jacqueline TURINELLI**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

-Approbation du PV de la réunion du 3 avril 2018

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 3 avril 2018.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 3 avril 2018

A la majorité : 2 CONTRE (Mme BOULE-AMPHOUX et M. VERDON) et 3 ABSTENTIONS (Mme LEBERQUIER - M. FOURNEL et M. CULINATI (qui était absent à la réunion))

M. VERDON tient à préciser la raison pour laquelle il vote contre ce procès-verbal : "Premièrement, j'ai analysé la dernière réunion du Conseil Municipal en prenant un peu de recul. Je voudrais savoir quelle est le contenu de la mission confiée à Mme PLANTON et les détails de son contrat. Je reconnais la qualité de sa présentation des documents budgétaires. Je voudrais connaître le coût de cette prestation et le rôle de Mme PLANTON pendant l'analyse des chiffres."

M. SAULNIER répond que Mme PLANTON a réalisé la totalité ou presque de sa mission qui consistait à la préparation des documents budgétaires et aux conseils en la matière. Il précise que le coût du contrat d'assistance s'élève à 15.000 € HT maximum et que la Commune n'est pas tenue de commander toutes les étapes prévues. Il souligne que la présentation de ce soir sera faite par M. Olivier COLLAINE en collaboration avec Mme PLANTON.

M. VERDON revient sur la dernière réunion du Conseil Municipal et plus précisément au moment où M. le Maire a demandé au public de quitter la salle car la fin de la séance serait tenue à huis clos. M. VERDON rappelle les dispositions du règlement intérieur du Conseil Municipal qui prévoient que l'assemblée doit se prononcer sur la tenue de la réunion à huis clos et non sur la volonté du Maire seulement. Il fait part de son désaccord total sur la procédure employée et souligne que les élus n'étaient pas informés de cette décision.

M. SAULNIER indique que la question écrite de M. COEURDEUIL, objet de la séance à huis clos, avait été adressée à tout le Conseil. Il rappelle que certains agents communaux concernés par cette question écrite y étaient nommés et qu'en conséquence il avait préféré que la discussion se déroule en privé. M. le Maire précise que cette question écrite sera inscrite à une prochaine réunion publique et sera traitée par le Conseil Municipal.

M. VERDON signale enfin que les statuts de la Communauté d'Agglomération envoyés après la réunion sont incomplets (2 pages manquantes). Il demande qu'un nouvel envoi soit programmé pour la bonne information du Conseil et s'étonne de cette situation qui laisse supposer que certains éléments soient dissimulés aux élus pour une raison ou une autre.

M. SAULNIER déplore cette erreur et assure qu'un nouvel envoi sera effectué dès le lendemain. Il dénonce toute volonté de dissimulation quelconque en précisant que ces statuts ne comprenaient aucune disposition particulière.

M. KINET dit ne pas comprendre le vote opposé au procès-verbal vu qu'il a été envoyé à tout le Conseil Municipal pour avis et observations et qu'il a été modifié en conséquence. Il considère que seuls les absents à la réunion peuvent s'abstenir.

M. FOURNEL indique qu'il n'a pas été informé du coût de la mission de Mme PLANTON (BST) ni du salaire de Mme FRIKMAN, ex DGS à la retraite, pour le contrat à durée déterminée passé avec elle suite aux difficultés rencontrées pour le recrutement sur ce poste.

M. SAULNIER rappelle que tout le Conseil est bien informé des raisons qui ont amené à faire de nouveau appel à partir du 15 mars aux services de Mme FRIKMAN (ex DGS partie à la retraite au 1er janvier dernier) et ce par le biais d'un CDD sur un poste de secrétaire. Il indique qu'un nouvel appel à candidatures pour le poste de DGS a été lancé mais que le recrutement n'interviendra pas avant 2 à 3 mois. La mission de Mme FRIKMAN sera alors interrompue. Il précise que le salaire de Mme FRIKMAN est inférieur à celui d'un DGS.

APPROUVE ce document.

FINANCES

- Approbation des comptes administratifs et de gestion 2017 (Commune et Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif)

COMMUNE

COMPTE DE GESTION 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que «l'arrêté des comptes est constitué par le vote du compte administratif après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le Comptable de la Collectivité ».

Le Conseil Municipal, conformément à l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales entend, débat et arrête le compte de gestion du Receveur. Il s'agit là d'un préalable obligatoire au vote du compte administratif qui constitue l'arrêté définitif des comptes de l'exercice budgétaire.

M. le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que le compte de gestion du budget communal pour l'année 2017, qui est conforme au compte administratif 2017, indique les résultats de clôture suivants :

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	407 509,03	-429 488,61	-21 979,58
FONCTIONNEMENT	556 199,11	150 079,87	706 278,98
TOTAL	963 708,14	-279 408,74	684 299,40

Il précise s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées, il demande au Conseil Municipal d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget communal 2017 en précisant que, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

M. KINET intervient pour dire qu'il ne peut pas se prononcer sur un document budgétaire qu'il n'a pas pu consulter en détails et sur lequel la Commission des Finances n'a pas travaillé.

APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget communal 2017

PRECISE qu'il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que conformément à l'article L2121-14 du CGCT qui dispose que dans les séances où le compte administratif de la commune est débattu, le Conseil Municipal élit son président de séance.

M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances, est élu pour présider la séance durant l'examen des questions portant sur le compte administratif du budget principal.

Monsieur Olivier COLLAINE présente le compte administratif 2017 du budget principal de la commune rigoureusement conforme au compte de gestion du trésorier.

Les résultats sont les suivants:

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	407 509,03	-429 488,61	-21 979,58
FONCTIONNEMENT	556 199,11	150 079,87	706 278,98
TOTAL	963 708,14	-279 408,74	684 299,40

	RESTES A REALISER DEPENSES	RESTES A REALISER RECETTES	RESTES A REALISER SOLDE
INVESTISSEMENT	546 365,47	705 742,00	159 376,53

	RESULTAT APRES RESTES A REALISER
INVESTISSEMENT	137 396,95
FONCTIONNEMENT	706 278,98
TOTAL	843 675,93

Monsieur le Maire quitte alors la séance afin que le Conseil Municipal pourra délibère pour adopter le compte administratif 2017 de la Commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

M. KINET demande pour quelles raisons la Commission des Finances n'a pas eu les détails du compte Administratif mais seulement les tableaux synthétiques : "est-ce une volonté de la Municipalité de cacher ces détails ? Y a-t-il un gros loup derrière tout cela ? on va me répondre encore que le temps a manqué pour organiser une réunion ou que des problèmes sont survenus..... bref ! comment peut-on voter les chiffres sans en avoir eu des explications détaillées ?"

M. COLLAINE rappelle que tous les chiffres des Comptes de Gestion et Comptes Administratifs autant de la Commune que des Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement ont été présentés lors des débats d'orientations budgétaires.

M. VERDON rappelle que du temps de Mme Julie BREBAN, alors Adjointe déléguée aux Finances, la commission avait la possibilité de se réunir à la demande de ses membres, que ceux-ci pouvaient demander et obtenir les divers comptes tels que grands livres ou autres sans problème alors que depuis 2017 tout se fait en catimini sans qu'aucune réunion ne soit organisée, aucune discussion aucune priorisation des projets. Il rappelle que de 2014 à 2016 une vingtaine de réunions de travail de la Commission des Finances se sont tenues. Il dénonce la convocation envoyée à l'ensemble du Conseil pour une réunion privée sur les DOB et précise qu'il ne s'agissait pas d'une réunion de travail de la Commission des Finances.

Mme LEBERQUIER dénonce à son tour ce qu'elle appelle une convocation "déguisée" et fait part de son mécontentement du mauvais fonctionnement des commissions.

M. KINET rejoint Mme LEBERQUIER et M. VERDON à propos de la convocation à cette réunion privée.

M. COLLAINE indique qu'à l'ouverture de ladite réunion, une feuille de présence intitulée "Commission des Finances - DOB" a été signée par tous les présents et que cette séance avait été prévue élargie à tout le Conseil afin que chacun puisse s'exprimer sur les DOB. Il demande à M. VERDON qui aurait animé la réunion de la Commission des Finances vu que Mme FRIKMAN a quitté la Mairie au 1er janvier. Il rappelle que toutes les réunions présidées par Mme BREBAN étaient animées par Mme FRIKMAN et non par elle.

M. VERDON revient sur son sentiment à propos de cette réunion en disant qu'il s'est agi d'une commission des finances "maquillée" avec une feuille de présence dont le titre a été modifié (de "réunion privée du Conseil" en "commission des finances") et indique qu'aucun élément financier n'a été transmis aux élus en amont pour étudier les dossiers présentés.

M. KINET indique que pendant les 3 premières années du mandat la méthode appliquée pour le travail de la commission des finances a été correcte mais qu'à partir de 2017 cela ne l'a plus été du tout.

M. COLLAINE rappelle à M. KINET qu'il était absent à la réunion qu'il conteste.

M. KINET dit ne pas avoir reçu la convocation.

Mme TURINELLI assure que la convocation a été envoyée à tout le Conseil et s'étonne de l'argument récurrent avancé par M. KINET pour se défausser de ses absences répétées "je n'ai pas reçu de convocation....".

M. VERDON rappelle les dispositions du règlement intérieur qui prévoient une réunion de chaque commission une fois par trimestre au minimum.

M. KINET rappelle que les commissions sont chargées d'étudier les dossiers et d'émettre un avis, libre au Maire d'en tenir compte ou pas.

Mme BOSSUGE s'impatiente devant la redondance des propos et demande à passer au vote.

M. KINET demande pour quelles raisons la commission des travaux n'a pas été réunie pour travailler sur les projets présentés au DOB.

M. COLLAINE indique que cette commission doit se réunir dans la semaine.

M. KINET dénonce cette situation illogique : "elle aurait dû être convoquée en amont."

Mme DONADEY et M. PAZ indiquent s'abstenir par solidarité envers les membres de la Commission des Finances.

M. COEURDEUIL intervient alors : "Je constate que certains se retranchent derrière les dispositions du règlement intérieur du Conseil Municipal pour dénoncer certaines pratiques qu'ils jugent irrégulières mais ils devraient aussi se référer à ce règlement qui prévoit que les réunions peuvent être organisées à la demande des membres des commissions et non uniquement à l'initiative du Président ou du Vice-président. Je vous informe que j'ai demandé que la commission d'urbanisme se réunisse régulièrement pour être informée des dossiers reçus et émettre un avis sur la suite à y donner. Cette commission se réunit une fois par semaine depuis quelques mois ce qui satisfait tout ses membres. Alors faites comme moi : bougez-vous ! demandez des réunions des commissions dont vous faites partie, allez au charbon ! Et que les absents récurrents ne viennent pas ensuite se plaindre de manquer d'informations !"

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2017 pour le budget principal,

ONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2017.

EAU POTABLE

COMPTE DE GESTION 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « l'arrêté des comptes est constitué par le vote du compte administratif après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le Comptable de la Collectivité ».

Le Conseil Municipal, conformément à l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales entend, débat et arrête le compte de gestion du Receveur. Il s'agit là d'un préalable obligatoire au vote du compte administratif qui constitue l'arrêté définitif des comptes de l'exercice budgétaire.

M. le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que le compte de gestion du budget du Service Public de l'Eau Potable pour l'année 2017, qui est conforme au compte administratif 2017, indique les résultats de clôture suivants :

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	669 928,68	23 806,18	693 734,86
FONCTIONNEMENT	477 709,52	97 035,93	574 745,45
TOTAL	1 147 638,20	120 842,11	1 268 480,31

Il précise s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées, il demande au Conseil Municipal d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget du Service Public de l'Eau Potable 2017 en précisant que, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

M. KINET demande comment on peut arriver à un excédent de 1,2 millions d'euros et continuer à faire payer une redevance à la population sans lui présenter en face des projets d'investissement ou d'entretien du réseau. La population voit ses finances ponctionnées de cette redevance tous les ans pour constater qu'en fait cet argent va être reversé au budget communal pour des travaux d'investissement qui n'ont aucun rapport avec le réseau d'eau potable.

Mme BOULE rejoint M. KINET et demande que la redevance soit diminuée

M. FOURNEL conçoit que la Commune risque de perdre cet argent lors du transfert de compétences à la CAPV mais demande à ce qu'un programme d'investissement soit prévu.

Mme DONADEY indique que cet excédent très important démontre que le prix de l'eau est trop élevé. Elle demande à son tour qu'il soit revu à la baisse. Quant au reversement sur le budget communal, elle souhaite que ce ne soit que ponctuel.

M. GAUTIER demande un complément d'informations motivé sur cette décision de reversement afin que chacun en comprenne bien les raisons et s'exprime en connaissance de cause. Il indique qu'ainsi le Conseil pourra se prononcer sur le maintien de cet excédent au budget de l'eau (ou sur son reversement au budget communal) et sur une éventuelle baisse du prix de l'eau.

M. SAULNIER demande d'attendre la suite de la réunion pour connaître les chiffres du budget 2018 du service de l'eau potable et avoir toutes les explications nécessaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget du Service Public de l'Eau Potable 2017

PRECISE qu'il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

COMPTE AMINISTRATIF 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que conformément à l'article L2121-14 du CGCT qui dispose que dans les séances où le compte administratif est débattu, le Conseil Municipal élit son président de séance.

M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances, est élu pour présider la séance durant l'examen des questions portant sur le compte administratif du Service Public de l'Eau Potable.

Monsieur Olivier COLLAINE présente le compte administratif 2017 du budget du Service Public de l'Eau Potable rigoureusement conforme au compte de gestion du trésorier.

Les résultats sont les suivants:

EXECUTION DU BUDGET					
		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 40 401,91		G 137 437,84	G-A 97 035,93
	Section d'investissement	B 82 150,99		H 105 957,17	H-B 23 806,18
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00		I 477 709,52	
		(si déficit)		(si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00		J 669 928,68	
		(si déficit)		(si excédent)	
		=		=	
		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		E = A+B+C+D 122 552,90		G+H+I+J 1 391 033,21	G+E = 1 268 480,31
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	F 0,00		K 0,00	
	Section d'investissement	F 892,89		L 39 913,00	
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	F+G 892,89		K+L 39 913,00	
		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+G+I 40 401,91		= G+I+K 915 137,36	574 735,45
	Section d'investissement	= B+D+J 82 150,99		= H+J+L 915 789,85	732 754,98
	TOTAL CUMULE	= A+B+D+G+H+I+J 122 552,90		= G+H+I+J+K+L 1 430 928,21	1 307 500,43

Monsieur le Maire quitte alors la séance afin que le Conseil Municipal pourra délibère pour adopter le compte administratif 2017 du Service Public de l'Eau Potable.

M. KINET demande si la procédure d'acquisition foncière des terrains situés autour du château d'eau a été menée à son terme. Il veut également savoir pourquoi le nouveau forage n'est toujours pas équipé et comment on peut justifier de reverser de l'excédent au budget communal alors que les travaux prévus sur le budget de l'eau sont reportés d'année en année : "on a pris de l'argent à la population pour financer des travaux et on n'a rien fait ! Si en 2019 le budget s'avère insuffisant pour notamment équiper ce forage, comment ferons-nous ?"

M. COLLAINE demande d'attendre que soit exposé le budget 2018 du service de l'eau avant tout car 300.000 € ont été prévus pour l'équipement du forage comme cela a été voté au DOB.

M. KINET s'insurge sur le "copier/coller" des projets inscrits au programme des travaux chaque année sans que rien ne soit jamais entrepris tout comme du temps de la municipalité précédente. Il indique qu'il ne donnera pas quitus au premier magistrat pour sa comptabilité. Il précise que l'exécutif doit procéder chaque année aux travaux votés au budget.

M. FOURNEL rappelle que les commissions telles que celle des travaux doivent se réunir régulièrement et qu'il a demandé cela à maintes reprises sans succès.

M. VERDON rappelle à son tour l'engagement pris par M. DEBAQUE, Adjoint aux Travaux, de demander à la Responsable des Services Techniques, Mme RIOU, de dresser un tableau de bord reprenant les travaux votés par le Conseil au budget et l'évolution de chaque chantier avec sa planification temporelle. Il demande à ce que ce document soit rédigé et diffusé aux élus avec une mise à jour régulière.

M. PAZ émet le souhait d'un changement positif dans le fonctionnement des commissions suite à ces débats plutôt houleux qu'il déplore.

M. COLLAINE indique que dès qu'un nouveau DGS sera en fonction tout rentrera dans l'ordre.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2017 du Service Public de l'Eau Potable,

CONSTATE les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2017.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

COMPTE DE GESTION 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que «l'arrêté des comptes est constitué par le vote du compte administratif après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le Comptable de la Collectivité ».

Le Conseil Municipal, conformément à l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales entend, débat et arrête le compte de gestion du Receveur. Il s'agit là d'un préalable obligatoire au vote du compte administratif qui constitue l'arrêté définitif des comptes de l'exercice budgétaire.

M. le Maire donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que le compte de gestion du budget du Service Public de l'Assainissement Collectif pour l'année 2017, qui est conforme au compte administratif 2017, indique les résultats de clôture suivants :

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	384 406,25	36 150,34	420 556,59
FONCTIONNEMENT	462 620,07	51 234,34	513 854,41
TOTAL	847 026,32	87 384,68	934 411,00

Il précise s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées, il demande au Conseil Municipal d'approuver le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget du Service Public de l'Assainissement Collectif 2017 en précisant que, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

M. KINET indique reprendre ses observations précédentes quand a été évoqué le compte de gestion de l'eau potable. Il pense que le Trésorier aurait dû attirer l'attention des élus sur l'incompatibilité de cet excédent important avec le maintien d'une redevance alors qu'elle aurait pu être diminuée. Il prétend que le Trésorier n'a pas exercé sa mission de conseils correctement et dit qu'il ne lui donnera pas quitus de sa comptabilité.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

APPROUVE le compte de gestion du trésorier municipal pour le budget du Service Public de l'Assainissement Collectif 2017

PRECISE qu'il n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que conformément à l'article L2121-14 du CGCT qui dispose que dans les séances où le compte administratif est débattu, le Conseil Municipal élit son président de séance.

M. Olivier COLLAINE, Conseiller Municipal délégué aux Finances, est élu pour présider la séance durant l'examen des questions portant sur le compte administratif du Service Public de l'Assainissement Collectif.

Monsieur Olivier COLLAINE présente le compte administratif 2017 du budget du Service Public de l'Assainissement Collectif rigoureusement conforme au compte de gestion du trésorier.

Les résultats sont les suivants:

EXECUTION DU BUDGET					
		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	102 987,17	D	184 191,01
	Section d'investissement	B	92 519,91	H	129 989,25
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00	I	482 820,07
			(si déficit)		(si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00	J	384 409,25
			(si déficit)		(si excédent)
		=		=	
		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		Du A+B+C+D	225 479,08	Du I+J+H	1 189 889,08
				=D+E	934 411,00
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	91 867,09	L	97 989,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	91 867,09	= K+L	97 989,00
		DEPENSES		RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	102 987,17	= D+I+K	648 911,08
	Section d'investissement	= B+D+F	184 389,91	= H+J+L	610 939,50
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	317 349,08	= D+H+I+J+K+L	1 267 489,08

Monsieur le Maire quitte alors la séance afin que le Conseil Municipal pourra délibérer pour adopter le compte administratif 2017 du Service Public de l'Assainissement Collectif.

M. KINET revient sur les 50.000 € d'excédent fait chaque année depuis 10 ans et dit : "cela représente 12 € par habitant, soit 50 € par famille pour l'assainissement et pareil pour l'eau ; cela fait 100 € par famille qu'on ponctionne en acceptant d'adopter ce budget ! Je vote donc contre".

M. GAUTIER répond à M. KINET en lui disant que son raisonnement ne prend pas en compte le vieillissement des réseaux d'une part et que le montant de 100 € par famille n'engage que lui. Il veut quant à lui savoir quels sont les investissements mis en place. Il pense qu'une accumulation de trésorerie est normale en amont pour pouvoir faire face aux travaux à mettre en œuvre à un moment donné.

M. COLLAINE rappelle la période critique que nous traversons concernant la pénurie d'eau et pense qu'un prix trop bas inciterait les gens à faire moins attention à leur consommation et tendrait à un certain gaspillage.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER et MM. VERDON-KINET-FOURNEL) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ),

DONNE ACTE de la présentation ainsi faite du Compte Administratif 2017 du Service Public de l'Assainissement Collectif, **CONSTATE** les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report nouveau, aux résultats d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

ARRETE les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus sous réserve de leur conformité avec le compte de gestion dressé par le Comptable pour 2017.

- Reversement au budget principal d'une partie des excédents d'exploitation des Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif

EAU POTABLE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que vu les dispositions de l'article L2224-1 du CGCT, la possibilité de reversement d'un excédent d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement a été expressément prévue par le 3° des articles R. 2221-48 et 90 du CGCT. Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que, par ailleurs, le Conseil d'Etat a également fixé trois conditions cumulatives au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bando):

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Considérant que le budget annexe « eau potable » est excédentaire comme suit

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	669 928,68	23 806,18	693 734,86
FONCTIONNEMENT	477 709,52	97 035,93	574 745,45
TOTAL	1 147 638,20	120 842,11	1 268 480,31

Considérant que cet excédent ne résulte pas de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;

Considérant que l'excédent de fonctionnement n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme ;

Considérant que les conditions d'affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et de couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;

M. COLLAINE propose au Conseil Municipal, comme débattu lors de la présentation des orientations budgétaires, de procéder au reversement de 500.000 € de l'excédent d'exploitation du budget « eau potable » au budget principal.

M. KINET indique avoir déjà expliqué lors du DOB sa position vis à vis de ce reversement en soulignant que le prétexte disant que le budget communal n'a pas les moyens de se priver de 500.000 € ponctionnés sur chacun des budgets eau et assainissement est fallacieux. Il dit avoir repris les projets du programme communal 2018 et avoir fait une économie en supprimant certains d'entre eux à hauteur de 1,2 M€. Il rappelle qu'en 2017 seulement 300.000 € environ ont été investis sur le budget communal et demande pour quelles raisons on porterait le programme 2018 à 2.4 M€ grâce au reversement de ce million : "Pourquoi allonger la liste du programme de travaux alors que ceux inscrits en 2016 n'ont toujours pas été réalisés ? Est-ce par plaisir ? On n'a rien réalisé à l'école maternelle, au foyer, etc... Je ne peux pas imaginer qu'on prenne de l'argent sur l'eau et l'assainissement pour financer de nouvelles opérations tout à fait étrangères aux réseaux."

Mme TURINELLI revient sur les risques de perdre ces fonds lors du transfert de compétences à l'agglo.

M. KINET répond que les fonds seront transférés certes mais les charges des services aussi et que la liste des travaux nécessaires au bon fonctionnement de nos réseaux programmés sur les deux ans à venir lui sera également transmis.

M. SAULNIER indique que l'anticipation est nécessaire dans ce cas de figure pour ne pas perdre ses droits vu que tous les excédents seront versés dans une caisse commune lors du transfert.

Mme BOULE AMPHOUX estime que ces prélèvements sont réalisés pour renflouer les caisses de la commune et rappelle l'augmentation de 10 % de la taxe d'habitation prévu lors du DOB.

M. COLLAINE précise que ce n'est pas uniquement la taxe d'habitation qui est concernée.

M. SAULNIER demande à Mme BOULE AMPHOUX, vu sa présence très rare aux réunions quelles qu'elles soient, de ne pas anticiper car ignorant des informations déjà données.

Mme BOULE AMPHOUX répond qu'elle n'a pas besoin d'un moraliste et précise que même éloignée de la Commune elle se tient informée des dossiers traités.

M. COLLAINE se dit étonné de constater que malgré toutes les discussions tenues lors des DOB certains reviennent encore sur les mêmes points. Il rappelle que la Commune ne fera pas recours à l'emprunt pour les travaux aux écoles comme vu au DOB.

M. PAZ dit s'abstenir sur ce reversement ne sachant pas si c'est une bonne chose car la population a contribué à l'excédent constaté et que des travaux auraient dû être entrepris en conséquence.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX et LEBERQUIER et MM. VERDON-FOURNEL-KINET) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ)

AUTORISE le reversement de 500.000 € de 'excédent d'exploitation du budget "eau potable" au budget principal.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que vu les dispositions de l'article L2224-1 du CGCT, la possibilité de reversement d'un excédent d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement a été expressément prévue par le 3° des articles R. 2221-48 et 90 du CGCT. Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, délégué aux Finances.

M. COLLAINE indique que, par ailleurs, le Conseil d'Etat a également fixé trois conditions cumulatives au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bando) :

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Considérant que le budget annexe « assainissement collectif » est excédentaire comme suit

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	RESULTAT DE L'EXERCICE 2017	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017
INVESTISSEMENT	384 406,25	36 150,34	420 556,59
FONCTIONNEMENT	462 620,07	51 234,34	513 854,41
TOTAL	847 026,32	87 384,68	934 411,00

Considérant que cet excédent ne résulte pas de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;

Considérant que l'excédent de fonctionnement n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme ;

Considérant que les conditions d'affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et de couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;

M. COLLAINE propose au Conseil Municipal, comme débattu lors de la présentation des orientations budgétaires, de procéder au reversement de 500.000€ de l'excédent d'exploitation du budget « assainissement collectif » au budget principal.

M. VERDON demande quelles sont les orientations et les préconisations des diagnostics des réseaux d'eau et d'assainissement quant aux travaux à programmer.

M. SAULNIER indique que ces diagnostics seront mis en parallèle du PLU pour définir les travaux à lancer pour desservir les zones urbanisées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,
Après en avoir délibéré,

A la majorité : 5 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX et LEBERQUIER et MM. VERDON-FOURNEL-KINET) et 2 ABSTENTIONS (Mme DONADEY et M. PAZ)

AUTORISE le reversement de 500.000 € de l'excédent d'exploitation du budget " assainissement collectif " au budget principal.

- Rapport sur la politique foncière 2017 menée par la Commune

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi n° 95-127 du 8 février 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur la politique foncière menée par la Commune et les Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif durant l'année précédente, soit 2017.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'aucune transaction n'a été réalisée (acquisition ou cession foncière) durant l'année écoulée sur chacun des 3 budgets.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 CONTRE (Mme BOULE AMPHOUX et M. VERDON) et 3 ABSTENTIONS (Mmes DONADEY - LEBERQUIER et M. FOURNEL)

PREND ACTE de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur la politique foncière menée par la Commune et les Services Publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement Collectif pour l'année 2017.

INDIQUE que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des administrés.

- Vote des taux d'imposition des taxes directes locales 2018

Considérant le produit fiscal attendu, et de là, déduction faite de la compensation financière de 112.506 €, le produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget,

Considérant l'augmentation de 110.000 € de la participation au SDIS entre 2015 et 2018, soit +168%;

Considérant la disparition de la dotation de solidarité communautaire qui s'établissait à 188.000 € en 2016 ;

Considérant la baisse de la dotation globale de fonctionnement de 125.000 € entre 2015 et 2018 ;

Considérant la stabilité des taux directs d'imposition communaux depuis 2006 ;

Afin d'assurer l'équilibre financier de la section de fonctionnement du budget communal ;

M; le Maire propose au Conseil Municipal, comme débattu lors de la réunion sur les orientations budgétaires, d'augmenter les taux directs d'imposition communaux de 10% de façon proportionnelle.

Les taux suivants sont proposés :

	Base 2018	Taux 2017 %		Coefficient de variation	Taux modifiés	Produit 2018 avant hausse	Produit 2018 après hausse
taxe d'habitation	8 431 000	11,50	X	1,100000	12,65	969 565	1 066 522
taxe foncière sur les propriétés bâties	5 155 000	16,60	X	1,100000	18,26	855 730	941 303
taxe foncière sur les propriétés non bâties	65 100	87,31	X	1,100000	96,04	56 839	62 523
Produit fiscal 73111 communal						1 882 134	2 070 347
						Hausse produit fiscal	188 213

M. VERDON convient que les dotations sont revues chaque année à la baisse et qu'une anticipation est nécessaire pour pouvoir faire face aux dépenses. Il attire cependant l'attention de l'assemblée sur la nécessaire mise en œuvre d'une politique d'économie et de maîtrise des finances en indiquant qu'il s'agit d'une gestion raisonnée et raisonnable des deniers publics. Il pense que les petites économies cumulées génèrent un vrai budget pour la Commune. Il estime que si toutes les Communes ne font pas cet effort drastique, elles vont à leur perte. M. VERDON revient ensuite sur les augmentations énormes de la contribution au SDIS et rappelle ses mises en garde précédentes. Il indique qu'un certain nombre de communes ont déposé une requête auprès du Tribunal Administratif et suggère que la Présidente du SDIS soit interrogée sur les justifications de cette augmentation exponentielle de la contribution. Il rappelle la réponse faite par M. Xavier GIRAUD lors d'un Conseil Municipal expliquant que le SDIS n'avait plus de dotations..... lui non plus..... argument récurrent qui insupporte.....

M. SAULNIER informe l'assemblée avoir adressé un courrier à Mme PONS, Présidente de l'agglomération, pour connaître la position des communes adhérentes. Il attend donc le résultat de ses investigations. Quant aux 3 communes qui auraient obtenu gain de cause auprès du Tribunal, elles doivent informer sous peu leurs pairs sur les tenants et les aboutissants du jugement rendu afin que les autres communes puissent s'en référer pour mener une action à leur tour.

M. VERDON dit ne pas remettre en cause le calcul de la répartition qui est le même à l'échelon national mais s'étonne de ce delta important représenté par l'augmentation d'une année sur l'autre.

M. SAULNIER indique que la raison principale évoquée est le fait que la Commune du VAL est située dans une zone à risques contrairement à certaines communes de la côte qui malgré leur importance ne sont pas imposées ou très peu.

M. VERDON revient sur le fonctionnement du SDIS et sur les aberrations constatées qui sont bien loin d'une maîtrise des dépenses ou d'une gestion économe des deniers publics (par exemple l'utilisation d'un véhicule de fonction par chaque gradé 24h/24, 7j/ 7....)

M. SAULNIER dit s'être étonné en réunion du nombre si important d'officiers supérieurs au SDIS du VAR contrairement à certains autres tout aussi importants. Il convient que les hommes de terrains doivent être nombreux mais pourquoi autant de colonels.....et précise qu'à partir du grade de lieutenant le véhicule de fonction est mis à disposition 365 jours par an.

M. FOURNEL intervient pour rappeler ses propos tenus lors de la dernière réunion du Conseil à propos de la possibilité de bloquer la contribution si ce n'est auprès de la Caisse des Dépôts mais au budget. Il remercie M. le Maire d'avoir interrogé Mme PONS pour un recensement des communes lourdement imposées et souhaitant déposer un recours. Il dit avoir procédé à une enquête départementale qui démontre qu'une cinquantaine de communes ont fait appel et ont fait intervenir un avocat commun. Il demande que LE VAL rejoigne ces communes pour essayer d'obtenir gain de cause. car 20 communes ont déjà gagné leur procès.

M. SAULNIER demande à M. FOURNEL un rapport détaillé sur ses investigations afin de pouvoir étudier la suite à y donner.

Mme DONADEY prend alors la parole pour souligner que dans le contexte où le pouvoir d'achat des Valois ne s'est pas amélioré et s'est même dégradé. Il est bien plus logique d'élaborer un budget plus strict sachant qu'il est toujours plus facile d'augmenter les recettes fiscales plutôt que de diminuer les dépenses et ceci dans un contexte où l'on siphonne UN MILLION d'euros au budget principal. Je voudrais une baisse de la ponction financière sur les Valois.

M. SAULNIER assure que la maîtrise des dépenses est une priorité mais que le règlement administratif entraîne parfois certaines déconvenues telles que la procédure de mise en concurrence pour des petites opérations qui est souvent à l'origine d'une perte de temps et d'énergie.

Mme BOULE AMPHOUX rétorque que les règles sont les mêmes pour toutes les Communes.

M. PAZ déclare voter contre cette hausse des taux d'imposition. Il dit avoir demandé lors de la dernière réunion l'incidence de l'acquisition foncière CHABAS sur les finances communales. Il a alors été dit que si la Commune poursuivait sa politique foncière visant à acquérir des terrains à un prix élevé, elle devrait augmenter ses impôts pour pouvoir assumer ses charges.... Il constate que deux ans après , l'augmentation des impôts est à l'ordre du jour. Il convient que le contexte national au niveau des dotations est plus que difficile mais il indique que certaines communes réussissent malgré tout à utiliser divers leviers pour faire des économies mais il y a d'autres leviers consistant à faire rentrer de l'argent comme le plus facile à mettre en œuvre, l'augmentation des taux des taxes mais il y a également celui visant à optimiser le patrimoine. Il rappelle que la Commune est propriétaire de plusieurs appartements (anciens gîtes) dans le centre du village de nombreux musées, etc.... Il ne conçoit pas la nécessité d'augmenter les impôts après la décision de prélever 1 million d'euros sur les services de l'eau et de l'assainissement.

M. NAL demande depuis quelle année les impôts n'ont pas été augmentés.

M. COLLAINE répond que depuis 2006 les taux sont stables.

M. SAULNIER indique que des études sont en cours pour la mise aux normes des appartements (anciennement gîtes) afin d'envisager de les mettre en location sous une forme ou une autre. Il précise d'autre part que l'acquisition du terrain CHABAS correspondait à une nécessité de disposer de foncier pour y implanter une nouvelle école maternelle, des équipements publics et que lorsqu'il sera proposé à un aménageur sa cession entraînera un apport financier pour la Commune.

M. PAZ indique qu'il n'y avait pas d'urgence pour cette acquisition.

M. SAULNIER rétorque que M. CHABAS pouvait très bien vendre à un investisseur qui aurait prévu un aménagement tout autre sans que la Commune ne puisse s'y opposer.

M. PAZ indique qu'un projet aurait pu être prévu par la Commune sur le secteur et à l'annonce de la vente par M. CHABAS à un aménageur, elle aurait pu faire valoir son droit de préemption avec l'aide financière d'instances spécifiques œuvrant en la matière. Il précise que la Municipalité aurait dû anticiper ce qui aurait éviter cet emprunt de 1,5 millions d'euros.

M. FOURNEL rappelle avoir toujours été opposé à cette acquisition dans les conditions auxquelles elle a été réalisée. Il insiste, comme lors de la réunion précédente, sur la subvention du Département de 120.000 € qui a été allouée à la Commune pour cette opération qui allait être caduque si les travaux n'étaient pas commencés d'ici 2019.

M. SAULNIER revient sur cette affirmation en précisant que la subvention a été accordée pour l'acquisition foncière et non pour une opération d'ensemble. Il indique que l'acte de vente a été signé avec acquittement du prix par la Commune en 2016 et qu'en conséquence la subvention est acquise.

M. FOURNEL maintient que si la première pierre du projet n'était pas mise en place en 2019, la subvention reviendrait au Département.

M. SAULNIER dément cette affirmation.

M. FOURNEL demande que la convention de partenariat signée avec le Département pour cette subvention de 120.000 € lui soit communiquée.

M. SAULNIER indique qu'il n'y a pas de convention signée avec le Département mais une simple délibération de celui-ci attribuant une subvention à la Commune pour l'acquisition foncière.

M. VERDON rappelle qu'en 2016 un élu avait proposé de faire appel à un établissement public foncier pour se substituer à la Commune pour cette acquisition foncière : "cette formule aurait évité à la Commune d'emprunter et l'établissement public lui aurait ensuite rétrocédé le terrain sans plus value dans un délai de 5 à 10 ans."

M. SAULNIER répond qu'une réunion s'est effectivement tenue avec l'E.P.F. PACA mais que le blocage dans toutes négociations provient du PLU non finalisé dans sa procédure administrative.

M. GAUTIER revient sur le SDIS et sur les commentaires faisant penser que l'augmentation de la participation provient essentiellement du fait que les gradés bénéficient d'un véhicule de fonction toute l'année. Il tient à insister sur la disponibilité et la rapidité d'intervention des personnels du SDIS quand un problème surgit. Il souligne que la présence des hommes de terrain sur tout le territoire varie chaque jour pour de la surveillance ou des interventions a aussi un coût non négligeable et tout à fait compréhensible et justifié.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré à propos des taux d'imposition applicables en 2018 aux bases d'imposition notifiées de chacune des trois taxes directes locales

A la majorité : 6 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX - DONADEY - LEBERQUIER et MM. VERDON - PAZ et FOURNEL)

DECIDE d'augmenter les taux appliqués en 2017 de 10 % de façon proportionnelle et donc de les fixer comme suit pour 2018 :

- TAXE D'HABITATION..... 12,65 %
- FONCIER BATI..... 18,26 %
- FONCIER NON BATI..... 96,04 %

DIT que le produit fiscal attendu pour 2018, résultant de l'application de ces taux, s'élèvera au montant de DEUX MILLIONS SOIXANTE DIX MILLE TROIS CENT QUARANTE SEPT EUROS (2.070.347 €).

M. COEURDEUIL demande la parole après le vote pour revenir sur le coût du SDIS suite aux propos de M. GAUTIER pour dire que rien ne justifie une augmentation de 168 % malgré l'évocation de baisse de dotations. Il précise que la baisse des dotations est ressentie par toutes les instances y compris les Communes. Il rappelle que l'Etat lance de grandes annonces de baisses d'impôts de toutes sortes mais que ces mesures entraînent une ponction sur tous les services et que les Communes qui sont en bout de chaîne en pâtissent énormément. Il revient sur la baisse des dotations et sur l'augmentation des contributions aux organismes tels que le SDIS, ensemble des mesures qui obligent les Communes à augmenter leurs impôts. Il indique qu'il approuve cette décision mais que pour sa part l'augmentation n'aurait pas été de 10 % mais de 20 % en faisant de la pédagogie auprès de la population pour préciser que la Commune n'est pas responsable de cet état de fait : "On nous dit qu'à chaque fois qu'il y a une baisse des dotations budgétaires sur les Communes le pourcentage de baisse correspond instantanément (mesure effectuée avec un décalage de 2 ans) à une baisse du PIB des Régions car l'investissement en pâtit. On nous dit aussi qu'il faut baisser les charges de personnel. M. le Maire nous a rappelé le mille feuilles représenté par les Communes, les Communautés d'agglomération, etc.... Que dit l'Etat à ce propos ? Maîtrisons nous comme nous voulons le personnel de la Fonction Publique Territoriale ? On ne peut pas s'en défaire et si une action est menée en ce sens une grève générale est déclenchée ou plus simplement des arrêts maladie. Et dans ce cas, on remplace l'agent absent. Qui paie ? Nous ! La pédagogie auprès de la population consisterait à reconnaître que le pragmatisme existe mais qu'il faut prendre conscience de la réalité du terrain." M. COEURDEUIL revient ensuite sur le reversement de l'excédent des budgets de l'eau et de l'assainissement sur le budget communal pour dire que cette gestion comptable basique relève du bon sens et qu'il ne comprend pas comment on peut s'y opposer.

Mme BOULE AMPHOUX rétorque que chacun est libre de penser ce qu'il veut à ce sujet.

M. COEURDEUIL : "Je donne mon point de vue et entend qui veut...."

- Budgets Primitifs 2018 (Commune et Services Publics de l'Eau potable et de l'Assainissement collectif)

COMMUNE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le budget primitif 2018 reprend les excédents de l'année 2017 à hauteur de 684.299.40 € avant restes à réaliser et 843.675.93 € après restes à réaliser. Ces excédents sont disponibles pour financer de nouveaux travaux en 2018.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE précise que le budget primitif 2018 est construit autour des priorités suivantes :

- Maîtrise des charges de fonctionnement ;
- Restauration des marges de manœuvre communales grâce à une augmentation d'impôt raisonnée de 10% ;
- Mise en place des projets d'équipements structurants souhaités par la municipalité ;
- Aucun emprunt nouveau en 2018 - diminution de l'endettement communal du fait du remboursement de la dette en capital
- Afin de financer ces projets, utilisation de 1M€ d'excédents « libres » des budgets eau et assainissement.

Il indique que les équilibres du budget primitif 2018 sont les suivants par chapitres votés en conseil municipal :

Les dépenses de fonctionnement réelles votées sont en diminution de 131K€ au regard du BP2017.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N.1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	537 890,11	0,00	990 929,00	990 929,00	990 929,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 167 734,00	0,00	2 090 000,00	2 090 000,00	2 090 000,00
014	Atténuations de produits	30 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
66	Autres charges de gestion courante	491 220,00	0,00	495 519,00	495 519,00	495 519,00
699	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	3 626 844,11	0,00	3 406 442,00	3 406 442,00	3 406 442,00
66	Charges financières	84 000,00	0,00	73 000,00	73 000,00	73 000,00
67	Charges exceptionnelles	6 000,00	0,00	24 032,02	24 032,02	24 032,02
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00		1 819,00	1 819,00	1 819,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	3 636 844,11	0,00	3 605 289,02	3 605 289,02	3 605 289,02
023	Virement à la section d'investissement (5)	186 284,47		1 605 470,98	1 605 470,98	1 605 470,98
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	278 461,49		290 000,00	290 000,00	290 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	444 745,96		1 895 470,98	1 895 470,98	1 895 470,98
	TOTAL	4 081 590,07	0,00	5 399 760,00	5 399 760,00	5 399 760,00
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)		0,00			
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			5 399 760,00		

Les recettes de fonctionnement connaissent deux principales évolutions :

- Hausse de la fiscalité de 10% permettant de générer 188K€ de recettes supplémentaires
- Budgétisation de 1M€ de reversement d'excédents des budgets eau et assainissement

RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N.1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	95 000,00	0,00	53 241,00	53 241,00	53 241,00
70	Produits services, domaine et ventes div	195 250,00	0,00	157 210,00	157 210,00	157 210,00
73	Impôts et taxes	2 334 188,00	0,00	2 598 614,00	2 598 614,00	2 598 614,00
74	Dotations et participations	681 967,00	0,00	681 934,00	681 934,00	681 934,00
75	Autres produits de gestion courante	48 000,00	0,00	1 036 309,00	1 036 309,00	1 036 309,00
	Total des recettes de gestion courante	3 353 295,00	0,00	4 497 259,00	4 497 259,00	4 497 259,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	31 417,14	0,00	762,02	762,02	762,02
78	Recettes provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	3 384 712,14	0,00	4 498 021,02	4 498 021,02	4 498 021,02
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	198 490,00		198 490,00	198 490,00	198 490,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	198 490,00		198 490,00	198 490,00	198 490,00
	TOTAL	3 525 370,00	0,00	4 694 421,02	4 694 421,02	4 694 421,02
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)		709 279,99			
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			5 399 760,00		

Pour information :		
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)	1 699 010,98	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

Grâce à ces deux actions, l'autofinancement à la section d'investissement atteint 1 699K€ et permet d'assurer le financement de l'ambitieux programme d'investissement budgété en 2018.

L'endettement communal diminue de 195K€, à hauteur de la dette en capital remboursée en 2018.

D'autre part, 2.409 K€ de dépenses nouvelles d'équipement 2018 sont budgétées au budget primitif 2018 et se détaillent comme suit :

Opération	Libellé	Restes à réaliser 2017	Budget primitif 2018
300	ECOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE		1 260 140,00
307	MATERIEL DIVERS	8 016,85	237 600,00
308	ECOLE PRIMAIRE ETUDES	116 860,00	
313	BATIMENTS DIVERS		16 877,13
317	VOIRIE VILLAGE	8 560,00	314 000,00
336	SERVICES TECHNIQUES		251 000,00
343	HOTEL DE VILLE	2 178,58	
367	CHAPELLES	252 917,72	176 000,00
374	PADD-PLU-OAP	31 107,20	40 000,00
402	RUE NATIONALE/PL GAM BETTA	870,00	
405	VIDEOSURVEILLANCE		4 000,00
410	AMENAGEMENTS DIVERS	42 385,12	
416	RESEAU PLUVIAL	1 110,00	
418	LA MAGNANERIE	16 320,00	
420	ACCESSIBILITE	52 600,00	
421	CENTRE DE LOISIRS		5 000,00
422	AVENUE JEAN MOULIN	13 440,00	25 000,00
425	REHABILITATION FOYER		80 000,00
	TOTAL EQUIPEMENT	546 365,47	2 409 617,13

Les recettes d'investissement permettant de financer ce programme d'équipement sont constituées par :

- subventions620.019,20 €
- FCTVA.....98.190,00 €
- Taxe d'Aménagement.....50.037,82 €
- Amortissements et virement.....1.855.410,98 €
- Restes à réaliser de subventions.....705.742,00 €

M. VERDON revient sur cette liste de travaux : "pour le chantier des écoles, nous avions prévu de lisser les travaux sur 3 exercices ; est ce que les 1,260 millions de prévisions concernent bien la période 2018/2020 ? "

M. SAULNIER répond que les subventions notifiées à ce jour étant relativement importantes, il a été estimé que si l'opération pouvait être réalisée sur 2018 uniquement cela représenterait un avantage pour tous vu que l'établissement ne répond plus aux normes actuelles. Il précise que des engagements ont été pris auprès des enseignants et des parents d'élèves pour une durée de travaux la plus limitée possible dans le temps.

M. VERDON indique qu'un lissage de ce chantier sur 3 années permet d'oxygéner les finances.

M. SAULNIER rappelle que ce dossier est ouvert depuis assez longtemps et que la Commune a pu obtenir un nombre important de subventions d'un montant non négligeable (620.000 € déjà obtenus et 150.000 € espérés). Il indique que lancer un chantier par tranches n'est pas une bonne chose.

M. VERDON demande qui a réalisé l'estimation de la construction du centre technique municipal (C.T.M.) pour 710.000 €.

M. SAULNIER répond que le CAUE a dressé un projet d'implantation et de construction des bâtiments et que les Services Techniques municipaux ont calculé l'estimation financière des travaux ainsi qu'une étude de faisabilité. Il précise que des subventions pourront être obtenues ou un autre montage participatif (par exemple la mise en place de panneaux photovoltaïques sur les toitures). Il rappelle que le déplacement des services techniques vers la zone artisanale permettront de récupérer le site magnifique des Tanneries et de pouvoir l'optimiser.

M. VERDON demande si la construction du C.T.M. revêt un caractère d'urgence.

M. SAULNIER répond affirmativement car le bâtiment qui abrite les Services Techniques actuellement et depuis des décennies n'est pas adapté (pas de magasin, pas de stockage, pas de respect des normes, présence d'amiante, etc...). Le nouveau C.T.M. pourra abriter également le C.C.F.F. ce qui permettra de libérer un local communal.

M. COLLAINE rappelle que le terrain TAXIL limitrophe à la Z.A.E. a été acquis dans le but d'y édifier un C.T.M.

M. VERDON évoque l'acquisition d'un nouveau véhicule pour la Police Municipale pour 35.000 € alors qu'il y a un an, avec M. Xavier GIRAUD, nous avons donné un coût basé sur 18.000 €. Il demande comment est justifiée la différence entre ces deux montants.

M. SAULNIER indique qu'il ne s'agit que de prévisions et que le véhicule du C.C.F.F. est également à changer. Il précise que des subventions sont espérées pour ces acquisitions.

M. FOURNEL indique qu'effectivement des subventions sont possibles pour le véhicule du C.C.F.F.

M. SAULNIER lui demande de se charger d'entreprendre les démarches pour monter le dossier de demande de subvention.

M. FOURNEL accepte de s'en occuper.

M. SAULNIER rappelle d'autre part que chaque année la Commune récupère la TVA sur les travaux d'investissement réalisés l'année précédente ce qui représente un apport assez conséquent en recettes.

M. VERDON revient sur les travaux pour les écoles : "en 2017 il a été indiqué qu'un groupe de travail participerait aux réunions avec le maître d'oeuvre. Est-ce toujours bien prévu dans votre programme ?"

M. SAULNIER répond affirmativement et indique que le maître d'oeuvre doit donner une date pour la première réunion de travail. Il indique que les Conseillers, membres de ce groupe de travail, seront alors invités à y participer afin de discuter sur l'organisation du chantier et sur l'évolution à donner aux bâtiments.

M. PAZ précise qu'il vote contre le budget malgré que certaines lignes du programme d'investissement soient louables pour la population. Il pense en effet qu'il faut vraiment parvenir à une priorisation des opérations et à les lisser dans le temps. Il indique que si chaque année un budget d'investissement de l'importance de celui de 2018 est prévu, les finances ne suivront plus malgré la présence de subventions.

Mme DONADEY intervient : "l'équilibre budgétaire prévu pour 2018 au niveau du budget principal repose sur deux artifices : premièrement l'augmentation des taxes locales et deuxièmement la perméabilité tendancieuse entre les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement au profit du budget communal. A propos de ce deuxième élément, je tiens à préciser que la jurisprudence indique que les excédents dégagés au niveau des SPIC "eau potable et assainissement" doit être exceptionnel et ne saurait résulter à dessein d'un prix trop élevé destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité (extrait de la jurisprudence Bando)."

M. COLLAINE indique que les termes de cette jurisprudence ont été déjà évoqués deux fois précédemment pendant la réunion et aussi lors des DOB.

M. SAULNIER confirme l'évocation de cette jurisprudence autant lors de la réunion sur les DOB que lors de la délibération sur le reversement d'une partie de l'excédent de chaque budget annexe plus avant dans la réunion de ce soir. Il précise que les excédents n'ont pas été reversés en totalité mais qu'en partie pour respecter la réglementation notamment.

M. KINET intervient pour préciser qu'il n'a pas voté le budget considérant qu'au niveau des opérations d'investissement une économie d'1,2 millions pourrait être réalisée (maintien du programme sur les écoles uniquement). Il indique que ces économies auraient évité le fonctionnement sur les budgets annexes. Il revient ensuite sur le fondement de toute préparation budgétaire qui reste la préparation par les diverses commissions concernées et notamment celle des Finances. Il indique qu'aucune réunion de cette commission ne s'est tenue ce qui ne lui permet pas de voter le budget en toute connaissance de cause.

M. SAULNIER convient que M. KINET a signalé à plusieurs reprises ne pas recevoir tous les messages adressés aux Conseillers suite à une panne de son système informatique et internet. Il rappelle à M. KINET que très souvent son absence est remarquée en réunion (les feuilles de présence en font foi).

M. KINET conteste et demande à voir les feuilles de présence en question.

M. COLLAINE lui remet celle de la réunion privée du Conseil Municipal englobant la Commission des Finances pour travailler sur les DOB.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section de fonctionnement et par opération pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 6 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX-DONADEY et MM. VERDON-PAZ-KINET-FOURNEL) et 1 ABSTENTION (Mme LEBERQUIER)

ADOpte le projet de budget primitif 2018 de la Commune

ARRETE, pour l'exercice 2018,

- les recettes, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de HUIT MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT DIX MILLE CENT EUROS (8.690.100 €)
- les dépenses, tant de fonctionnement que d'investissement, à la somme de HUIT MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT DIX MILLE CENT EUROS (8.690.100 €)

DIT que les traitements et indemnités suivront les augmentations éventuelles en cours d'exercice.

EAU POTABLE

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le budget primitif 2018 «eau potable» de Le Val reprend les excédents de l'année 2017 à hauteur de 1.268.480.31 € avant restes à réaliser et 1.307.500.43 € après restes à réaliser. Ces excédents sont disponibles pour de nouvelles actions 2018.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE précise que le budget primitif 2018 est construit autour des priorités suivantes:

- Maîtrise des charges de fonctionnement ;
- Reversement de 500K€ d'excédent au budget principal
- Stabilité de la surtaxe municipale
- Budgetisation de 906.070,12 € de travaux.

Il indique que les équilibres du budget primitif 2018 sont les suivants par chapitres votés en Conseil Municipal :

DEPENSES D'EXPLOITATION						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	10 000,00	0,00	0 000,00	0 000,00	0 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		20 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	20 011,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotation aux provisions et dépréciations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
692	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		40 011,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Opération ordre transfert entre sections (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Opération ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		40 011,00	0,00	0,00	0,00	0,00
=						
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)						0,00
=						
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES						0,00

RECETTES D'EXPLOITATION						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	110 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		110 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		110 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
022	Opération ordre transfert entre sections (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Opération ordre intérieur de la section (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		110 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
=						
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)						0,00
=						
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES						0,00

Pour information :		
AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	163 245,45	Il s'agit pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la région.

Après reversement de 500K€ au budget principal, la section d'exploitation contribue à l'autofinancement de la section d'investissement à hauteur de 163.245,45 €.

Les équilibres de la section d'investissement sont les suivants :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
21	Immobilisations corporelles	39 424,08	892,88	80 069,69	80 069,69	80 069,69
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 242 423,09	0,00	796 000,43	796 000,43	796 000,43
	Total des opérations d'équipement	1 328 847,17	892,88	906 070,12	906 070,12	906 070,12
	Total des dépenses d'équipement	1 328 847,17	892,88	906 070,12	906 070,12	906 070,12
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
620	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 328 847,17	892,88	906 070,12	906 070,12	906 070,12
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	12 137,00		12 137,00	12 137,00	12 137,00
041	Opérations patrimoniales (4)	10 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	22 137,00		12 137,00	12 137,00	12 137,00
	TOTAL	1 352 240,33	892,88	918 207,12	918 207,12	918 207,12

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
---	------

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	919 100,00
--	------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	78 833,00	39 913,00	0,00	0,00	39 913,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	10 296,20	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	10 069,69	10 069,69	10 069,69
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	89 119,20	39 913,00	10 069,69	10 069,69	49 982,69
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	28 700,77	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	28 700,77	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	117 819,97	39 913,00	10 069,69	10 069,69	49 982,69
021	Virement de la section d'équipement (4)	135 382,45		135 382,45	135 382,45	135 382,45
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	39 000,00		39 000,00	39 000,00	39 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	10 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	184 382,45		135 382,45	135 382,45	135 382,45
	TOTAL	302 142,42	39 913,00	105 452,14	105 452,14	225 305,14

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	893 734,86
---	------------

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	919 100,00
--	------------

M. KINET demande si on ne pourrait pas voter une baisse du prix de l'eau de 10 % compte-tenu de l'excédent de fonctionnement et de l'autofinancement de l'investissement de 163.000 € en 2018. Cette mesure permettrait d'adoucir l'incidence de l'augmentation des impôts.

M. GAUTIER estime plus judicieux de prévoir, avant toute décision, une réunion avec la SEERC, gestionnaire des réseaux, pour un état des lieux du réseau.

M. COEURDEUIL demande quelle est la marge de manoeuvre permise par le contrat de délégation de service public.

M. GAUTIER indique que la réunion permettrait de discuter de ce point également.

M. SAULNIER rappelle qu'une commission de DSP a statué sur l'appel d'offres lancé.

M. KINET indique qu'il n'en faisait pas partie.

M. PAZ rappelle avoir demandé lors de la réunion sur le DOB à quel niveau se situait la Commune du VAL par rapport aux autres communes de même strate dans le département : "un recensement a-t-il été réalisé et une réponse peut-elle m'être apportée ce soir ?"

M. SAULNIER répond négativement mais indique que les renseignements seront pris dans les prochains jours.

M. GAUTIER précise que l'indication de la strate joue mais qu'il ne faut pas occulter le programme d'investissement prévu. Il indique qu'il faut prendre aussi en compte la vétusté des réseaux et leur longueur.

M. COLLAINE rappelle d'autre part que lors du transfert de compétences à l'agglo un lissage du prix de l'eau va être opéré et que la Commune doit anticiper à ce niveau.

M. PAZ demande officiellement que les Commissions Travaux et Finances soient réunies sans délai sur cette question du prix de l'eau et que leur soit remis l'état des lieux dressé par la SEERC.

M. SAULNIER rappelle qu'un bureau d'études a travaillé sur les réseaux pour en dresser un diagnostic. Il a été noté une certaine vétusté des canalisations et la nécessité de procéder à un renouvellement : "toutefois il faut attendre la finalisation du PLU pour arrêter les travaux à mener. Ensuite, les commissions seront réunies pour travailler sur les dossiers. Je rappelle que toutes les commissions ont toujours été ouvertes à l'ensemble du Conseil."

M. GAUTIER demande dans le cas où un retournement de situation était constaté et que le PLU ne soit pas adopté, quelles seraient les conséquences pour l'amélioration des réseaux.

M. SAULNIER répond que les travaux seraient quand même réalisés après étude des diagnostics obtenus.

M. GAUTIER demande comment travailler sur ces diagnostics si on doit attendre l'approbation du PLU pour réunir les commissions.

M. SAULNIER indique que les commissions pourront étudier ces diagnostics dans les prochains jours.

Mme BOULE AMPHOUX intervient pour s'étonner que malgré la réception de diagnostic de réseau prévoyant un certain nombre de travaux importants, on opte pour le reversement de 500.000 € sur le budget communal.

M. KINET indique ne pas être informé qu'une étude sur le diagnostic des réseaux avait été lancée et était arrivée.

M. SAULNIER lui répond que cette étude a pourtant été évoquée lors des diverses réunions sur le PLU et que M. KINET fait partie de la commission.

M. PAZ revient sur sa demande d'une réunion des Commissions Finances et Travaux et sollicite la confirmation de M le Maire quant à sa programmation très prochaine pour l'étude des diagnostics.

M. SAULNIER l'assure qu'une convocation sera envoyée dans les prochains jours.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section d'exploitation et pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 6 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX-DONADEY et MM. VERDON-PAZ-KINET-FOURNEL) et 1 ABSTENTION (Mme LEBERQUIER)

ADOpte le projet de budget primitif 2018 du Service Public de l'Eau Potable ;

ARRETE, pour l'exercice 2018,

- les recettes, tant d'exploitation que d'investissement, à la somme de UN MILLION SIX CENT QUINZE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (1.615.982,45 €)
- les dépenses, tant d'exploitation que d'investissement, à la somme de UN MILLION SIX CENT QUINZE MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (1.615.982,45 €)

ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que le budget primitif 2018 « assainissement » de Le Val reprend les excédents de l'année 2017 à hauteur de 934 411 € avant restes à réaliser et 940.110 € après restes à réaliser. Ces excédents sont disponibles pour de nouvelles actions 2018.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE précise que le budget primitif 2018 est construit autour des priorités suivantes :

- Maîtrise des charges de fonctionnement ;
- Reversement de 500K€ d'excédent au budget principal
- Stabilité de la surtaxe municipale
- Budgétisation de 528.610€ de travaux.

Il indique que les équilibres du budget primitif 2018 sont les suivants par chapitres votés en Conseil Municipal :

Les dépenses d'exploitation réelles votées sont en diminution de 131K€ au regard du BP2017.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	52 758,00	0,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
	Total des dépenses de gestion des services	64 758,00	0,00	67 000,00	67 000,00	67 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	7 000,00	0,00	507 000,00	507 000,00	507 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'exploitation	61 758,00	0,00	564 000,00	564 000,00	564 000,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	485 714,07		23 246,41	23 246,41	23 246,41
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)	113 040,00		118 000,00	118 000,00	118 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	688 754,07		138 246,41	138 246,41	138 246,41
	TOTAL	648 512,07	0,00	702 246,41	702 246,41	702 246,41

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	120 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	22 000,00	0,00	33 000,00	33 000,00	33 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion des services	142 000,00	0,00	153 000,00	153 000,00	153 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Rapports sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'exploitation	142 000,00	0,00	153 000,00	153 000,00	153 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)	35 892,00		35 892,00	35 892,00	35 892,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (9)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	35 892,00		35 892,00	35 892,00	35 892,00
	TOTAL	177 892,00	0,00	188 892,00	188 892,00	188 892,00

	±
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	513 854,41
	=
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	702 736,41

Après reversement de 500K€ au budget principal, la section d'exploitation contribue à l'autofinancement de la section d'investissement à hauteur de 102.354,41€.

Les équilibres de la section d'investissement sont les suivants :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	323 216,00	65 550,00	0,00	0,00	65 550,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	604 692,32	0 307,00	528 610,00	528 610,00	534 917,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	927 208,32	91 857,00	528 610,00	528 610,00	629 477,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,regle) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	927 208,32	91 857,00	528 610,00	528 610,00	629 477,00
020	Opérat* ordre transfert entre sections (d)	35 692,00		35 692,00	35 692,00	35 692,00
041	Opérations patrimoniales (d)	0 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	40 692,00		35 692,00	35 692,00	35 692,00
	TOTAL	968 100,32	91 857,00	564 302,00	564 302,00	655 359,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	97 550,00	0,00	0,00	97 550,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	97 550,00	0,00	0,00	97 550,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,regle) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	0,00	97 550,00	0,00	0,00	97 550,00
021	Virement de la section d'exploitation (d)	235 712,07		23 246,41	23 246,41	23 246,41
040	Opérat* ordre transfert entre sections (d)	113 040,00		115 000,00	115 000,00	115 000,00
041	Opérations patrimoniales (d)	0 000,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	348 752,07		138 246,41	138 246,41	138 246,41
	TOTAL	348 752,07	97 550,00	138 246,41	138 246,41	235 912,41

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	429 550,59
---	------------

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	655 359,00
--	------------

M. KINET indique faire la même proposition que pour le budget de l'eau à propos de la baisse du prix de l'eau.
M. GAUTIER lui répond maintenir ses propos à ce sujet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances,

Après en avoir délibéré,

Après avoir discuté chapitre par chapitre pour la section d'exploitation et pour la section d'investissement,

Après avoir consigné le résultat de ses votes,

A la majorité : 6 CONTRE (Mmes BOULE AMPHOUX-DONADEY et MM. VERDON-FOURNEL-PAZ et KINET) et 1 ABSTENTION (Mme LEBERQUIER)

ADOpte le projet de budget primitif 2018 du Service Public de l'Assainissement Collectif ;

ARRETE, pour l'exercice 2018,

- les recettes, tant d'exploitation que d'investissement, à la somme de UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE NEUF MILLE CENT QUINZE EUROS QUARANTE UN CENTIMES (1.359.115,41 €)
- les dépenses, tant d'exploitation que d'investissement, à la somme de UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE NEUF MILLE CENT QUINZE EUROS QUARANTE UN CENTIMES (1.359.115,41 €)

- Création d'une autorisation de programme pour la création d'un nouveau Centre Technique Municipal

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que les travaux de création d'un nouveau centre technique municipal sont envisagés, suite au débat d'orientations budgétaires 2018, et qu'ils sont actuellement estimés à hauteur de 713 000€ TTC.

Il propose au Conseil Municipal de créer une autorisation de programme d'un montant de 713 000 € pour ces travaux et d'adopter pour cette autorisation de programme le phasage suivant des crédits de paiement.

	crédits de paiement 2018	crédits de paiement 2019
Centre technique municipal	251 000,00	462 000,00

M. VERDON estime que le montant de l'estimation lui paraît énorme. Il demande à pouvoir consulter le dossier.

M. COLLAINE l'informe que le dossier est dans le bureau de M. le Maire et rappelle avoir envoyé un courriel à tout le Conseil Municipal proposant de venir le consulter.

M. KINET dit être contraint logiquement de voter contre cette APCP vu qu'il a voté contre le budget.

M. FOURNEL s'abstient car estimant le projet trop coûteux. Il reconnaît toutefois le besoin en la matière.

M. VERDON demande qu'un exemplaire du dossier soit transmis aux Conseillers.

M. SAULNIER répond avoir déjà demandé que cela soit fait et va se renseigner à ce sujet. Il rappelle qu'il ne s'agit que d'une esquisse et qu'un travail doit être mené pour finaliser les plans.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 3 CONTRE (Mme BOULE AMPHOUX et MM. VERDON et KINET) et 4 ABSTENTIONS (Mmes DONADEY et LEBERQUIER et MM. PAZ et FOURNEL)

ACCEPTE de créer une autorisation de programme d'un montant de 713.000 € pour les travaux de création d'un centre Technique Municipal

ADOpte pour cette autorisation de programme le phasage proposé par M. le Maire sur 2 ans (2018/2019)

- Demande de subvention départementale 2018 pour les travaux de réhabilitation de l'école élémentaire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par décision du 24 juin 2016, prise dans le cadre de ses délégations reçues du Conseil Municipal, il a confié la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe scolaire au Cabinet « ARC'H » de BRIGNOLES pour un montant total de 63.234 € HT (14.234 € tranche ferme et 49.000 € HT tranche conditionnelle). Un appel public à la concurrence avait été lancé en amont.

Il indique que ces travaux consistent notamment en l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et à la mise en accessibilité des locaux.

Il donne la parole à M. Olivier COLLAINE, Délégué aux Finances.

M. COLLAINE rappelle à l'assemblée que le Cabinet « ARC'H » a remis une étude complète des opérations de réhabilitation à prévoir dont le montant total estimatif s'élève à 1.063.230,42 HT, honoraires inclus (970.265 € HT pour les travaux et 92.965,42 € HT pour les honoraires).

Il a alors été décidé de procéder à ce programme en deux tranches, l'une concernant l'école maternelle (2017-2018) et l'autre l'école élémentaire (2018-2019).

Les travaux consistent à régler les problèmes d'étanchéité des bâtiments et à procéder aux investissements nécessaires dans la perspective de la transition énergétique et de la mise aux normes (sécurisation, accessibilité et électricité).

Le montant de l'estimation H.T. des travaux s'élève à 319.980 € HT et celui des honoraires divers à 32.238 € HT soit un total général HT de 352.218 €.

M. COLLAINE donne lecture du diagnostic des travaux et de leur estimation.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière du Département au titre de la dotation 2018 et ce à hauteur de 150.000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. COLLAINE,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité moins une abstention : Mme LEBERQUIER,

SOLLICITE l'aide financière du Département à hauteur de 150.000 € dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du Programme 2018 d'aide aux Communes pour les travaux de réhabilitation de l'Ecole Elémentaire du Bicentenaire,

PRECISE que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) est inscrit au budget communal 2018 (opération 308 - chapitres 20 et 23).

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

- DETR (20 %)	70.444 €
- Département (dotation 2018)	150.000 €
- Autofinancement	131.774 €
TOTAL HT	352.218 €

- Participation communale à une sortie scolaire 2018 à la montagne (3 classes de l'école élémentaire du Bicentenaire)

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires », qui informe le Conseil Municipal du souhait de trois enseignants de l'Ecole Elémentaire du Val (CM2/CE2/CP) de faire participer leurs élèves à des classes transplantées à BERTHEMONT LES BAINS (06) dans le Centre de vacances « LA SEMEUSE » du 14 au 18 mai 2018 pour un coût total de 19.816,22 € tout frais compris (transport, hébergement, restauration et activités). Ce séjour de 5 jours concernera 73 élèves, 3 enseignants et 5 accompagnateurs.

Il est demandé par Madame la Directrice de l'Ecole Elémentaire une participation financière de la Commune. Elle précise que les familles verseront une participation ainsi que l'O.C.C.E. de l'école. Elle indique d'autre part que plusieurs donateurs participent à ce projet pour un montant total de 6.000 € et que le montant des ventes de chocolats et de photos organisées par les parents d'élèves est de 950 €.

Mme GAQUIERE rappelle qu'en 2016 un séjour intitulé « Au fil de l'Histoire » avait bénéficié d'une participation communale à hauteur de 65 € par enfant (pour 48 élèves soit une aide de 3.120 €) et qu'en 2017 la classe transplantée à SEYNE LES ALPES a été subventionnée à hauteur de 65 € par enfant également. Elle propose que le montant de l'aide pour le séjour de 2018 soit maintenu à 65 € par enfant sachant que cette participation serait alors d'un total de 4.745 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

M. COEURDEUIL souligne qu'il manque encore 1.500 € dans le financement du séjour.

Mme GAQUIERE indique qu'une participation annuelle est allouée à chaque classe à hauteur de 500 € pour les sorties scolaires et que les 3 classes concernées ne feront pas de sorties préférant que cette somme soit affectée à ce séjour.

M. PAZ souligne l'intérêt pédagogique des séjours scolaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Ingrid GAQUIERE, Adjointe déléguée « Enfance-Jeunesse-Affaires scolaires »
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

ACCEPTE de participer financièrement aux classes transplantées à BERTHEMONT LES BAINS (06) dans le Centre de vacances « LA SEMEUSE » du 14 au 18 mai 2018 pour les élèves de trois classes de l'Ecole Elémentaire du Val à hauteur de 4.745 €,

PRECISE que cette subvention sera versée directement au compte de l'O.C.C.E. de l'Ecole Elémentaire du VAL,

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018 (chapitre 65).

- Protection fonctionnelle d'un agent communal suite à un outrage - Prise en charge des frais d'huissier pour recouvrement de l'amende infligée au contrevenant

Monsieur le Maire rappelle que la Collectivité employeur est tenue d'accorder la protection fonctionnelle de ses agents. Il précise que cette protection consiste principalement à prendre en charge les frais d'avocat de l'agent mais aussi des frais inhérents à la procédure.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission du Personnel.

M. DEBAQUE indique que M. Philippe BUTTI, Brigadier Chef de Police Municipale, a été victime d'un outrage en 2011. Le contrevenant a été condamné à lui verser une indemnité de préjudice mais ne s'en est jamais acquitté. L'Avocat de la Commune a alors missionné un huissier pour le recouvrement de l'amende. Des procédures ont été intentées de 2012 à 2015 sans succès, les comptes du contrevenant n'étant pas assez approvisionnés.

A ce jour, la facture des démarches de l'huissier (SCP GATTO - HAZAN) s'élève à 378,72 € et M. BUTTI demande à la Commune de la prendre en charge dans le cadre de sa protection fonctionnelle.

M. DEBAQUE précise qu'une déclaration sera faite auprès de la SMAEL, assureur de la collectivité, qui prendra en charge cette affaire au titre du contrat " responsabilité civile et protection juridique des agents ".

M. le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur la demande de prise en charge des frais d'huissier indiqués.

M. COEURDEUIL s'étonne que l'huissier n'ait pas pu recouvrer ce montant auprès du contrevenant qui est chauffeur de taxi et doit donc être solvable.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE de prendre en charge les frais d'huissier (378,72 €) relatifs aux démarches visant au recouvrement de l'amende infligée au contrevenant auteur de l'outrage à l'encontre de M. Philippe BUTTI, Brigadier Chef de Police Municipale de LE VAL ;

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2018 (chapitre 011).

DIVERS

- Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations données par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 3 avril 2018, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, une seule décision dans le cadre de ses délégations :

n° 05/2018 - Dissolution de la régie de recettes de transport scolaire de la Commune de Le Val (suite au transfert de compétences à la CAPV).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de la décision prise par Monsieur le Maire, depuis le 3 avril 2018, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

-Questions écrites

NEANT

-Questions diverses

M. le Maire informe le Conseil Municipal des derniers échanges avec le Notaire chargé de la rédaction du bail rural en faveur de MM. GIULIANO et LASSAUQUE pour leur projet agricole sur le domaine communal de Châteaurenard. Il indique qu'un géomètre expert a procédé aux divisions parcellaires nécessaires et qu'un expert foncier agricole est intervenu pour fixer le loyer arrêté à 1.076 €/an.

Il informe l'assemblée qu'un défrichement est à prévoir à la diligence des preneurs et que la Commune leur abandonne la propriété du bois.

M. le Maire précise qu'au niveau de l'accessibilité du site, une disposition a été ajoutée disant qu'il devait rester ouvert au public et que les chemins devaient être conservés en bon état par les preneurs.

M. COEURDEUIL demande qui paiera la taxe de défrichement.

M. GAUTIER répond que ce seront les preneurs d'où leur demande de jouissance du bois dont la vente permettra de financer cette taxe.

M. FOURNEL demande la surface à défricher. Il indique que l'ONF peut mettre à disposition du matériel et aider les exploitants.

M. PAZ informe l'assemblée que le week-end dernier, cinq chercheurs sont venus travailler sur l'abri A des Eissartènes. Il les a accompagnés sur le site et à leur grand désespoir ils y ont constaté de nouveaux actes de vandalisme. Des personnes sont venues avec des marteaux pour décoller des peintures. Il rappelle que c'est l'un des derniers sites du néolithique final du sud de la France scientifiquement très intéressant. Il propose que la Commune se rapproche du S.R.A. (Service Régional de l'Archéologie) pour essayer de le protéger au maximum. Il demande que la Commune se substitue éventuellement au S.R.A. si aucune suite n'est donnée à la demande de M. le Maire.

M. KINET souligne que l'accord du propriétaire est nécessaire.

M. PAZ indique que M. PANUEL œuvre depuis le début pour la préservation de ce site et qu'en conséquence il ne s'y opposera pas.

M. SAULNIER propose d'évoquer la situation au sein de la commission "Patrimoine".

M. VERDON ne veut pas revenir sur son opposition sur le vote des délibérations budgétaires et sur son mécontentement sur la façon de travailler en commission.

Il demande d'autre part, comme lors de la réunion sur les DOB, si les administrés, habitant dans les secteurs pour lesquels la taxe d'aménagement a été revue à la hausse, peuvent espérer la réalisation de travaux d'équipement (éclairage ou autres).

Il revient sur les niches à rechercher dans les finances pour récupérer de l'argent en anticipant sur la suppression à venir des dotations.

Enfin, il demande les raisons pour lesquelles Mme VERMENOUE est toujours absente lors des réunions du Conseil Municipal.

M. SAULNIER répond que Mme VERMENOUE a déclaré avoir des obligations professionnelles. Il précise qu'elle donne toujours son pouvoir. Il reconnaît que la situation est anormale.

M. VERDON demande quelles sont les dernières nouvelles à propos des avis des personnes publiques associées sur le PLU.

M. SAULNIER indique qu'une dernière réunion est prévue dans les prochains jours.

M. FOURNEL demande si la réunion à huis clos sur le personnel du service de l'urbanisme est annulée ou bien reportée.

M. SAULNIER répond qu'il a déjà évoqué cette question en début de séance. Il confirme que la réunion est reportée.

M. FOURNEL rappelle que Mme Valérie GOMEZ BASSAC, Députée, avait proposé de venir visiter le village et tenir une réunion avec le Conseil Municipal. Il demande si une date est envisagée.

M. SAULNIER répond qu'avant de fixer une date il faut préparer des dossiers à soumettre à la Députée et que les commissions doivent donc se réunir pour travailler. Il dit avoir déjà évoqué l'aménagement du jardin public avec elle et précise que Mme GOMEZ BASSAC est prête à défendre devant divers Ministères les dossiers de la Commune afin d'obtenir des financements.

M. COLLAINE rappelle au Conseil Municipal qu'il a envoyé un email à tous fin mars pour demander des suggestions pour le Journal des Valois (le thème étant "où en êtes-vous dans la réalisation de vos travaux"). Il indique n'avoir reçu aucune réponse.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 22h30.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTÉ À LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire,
Jacqueline TURINELLI



LE MAIRE,
Bernard SAULNIER

